

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE – SOLIDARITE



---

# RAPPORT SUR LES DELAIS DANS LA CHAINE D'EXECUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE

---

AVRIL - 2024

MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

## TABLE DES MATIERES

Table des matières.....	1
<b>I. Situation des délais d'exécution en AVRIL 2024.....</b>	<b>2</b>
<b>II. Commentaires portant sur les résultats de l'analyse .....</b>	<b>5</b>
<b>A. PHASE ADMINISTRATIVE .....</b>	<b>5</b>
1. Engagement .....	6
2. Liquidation .....	7
3. Ordonnancement/Mandatement .....	8
<b>B. PHASE COMPTABLE .....</b>	<b>8</b>
1. prise en charge comptable de la dépense : .....	8
2. Emission des ordres de virement (OV) ou de paiement (OP) : .....	9
3. Paiement .....	9
<b>III. Analyse de l'évolution des paiements par rapport aux engagements .....</b>	<b>13</b>

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des délais d'engagement.....	2
Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses. ....	9
Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution. ....	9
Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements de janvier à avril 2024. ....	13

### LISTE DES FIGURES

Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Avril 2018-2024) .....	7
Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2024 .....	7
Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS.....	14

## INTRODUCTION

En application de l'instruction conjointe N°003/MB/MEF/2017 du 12 avril 2017, fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire, la Direction Nationale des Systèmes Informatiques produit mensuellement les statistiques de fluidité des dossiers dans la chaîne d'exécution de la dépense publique. Ces données sont communiquées à la Direction Générale du Budget pour la production d'un rapport mensuel à l'attention du Ministre du Budget et du Ministre de l'Économie et des Finances.

### I. SITUATION DES DELAIS D'EXECUTION EN AVRIL 2024

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat se décline en deux grandes phases (administrative et comptable). La phase administrative concerne : l'engagement, la liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement. La phase comptable regroupe la prise en charge de la dépense par un comptable public et le paiement de la dépense.

Les phases et étapes énumérées ci-dessus sont encadrées par des délais comme l'illustre le tableau présentant les délais d'exécution en avril 2024.

Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes du processus d'exécution de la dépense publique, il précise les délais impartis à chaque étape, comme l'indique l'instruction conjointe sur les délais d'engagement de la dépense.

**Tableau 1 : Situation des délais d'engagement**

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
<b>PHASE ADMINISTRATIVE</b>				
<b>I. L'ENGAGEMENT</b>				
<b>Décision d'engagement</b>				
01	Décision d'engagement	Ordonnateur, ordonnateur-délégué	5 jours	<b>84,4%</b> (542 dossiers sur 642 ≤ à 5 jours)
02	Préparation des documents en appui à la décision d'engagement	DAF		

03	Saisie de la décision d'engagement	DAF		
04	Transmission du dossier d'engagement au CF	DAF		
<b>Contrôle et validation du dossier d'engagement</b>				
01	Réception du dossier par les services du CF	Agent du Contrôle Financier (CF)	1 jour	0
02	Affectation du dossier pour étude	CF	4 jours	<b>26,5%</b> (132 dossiers sur 499 ≤ à 4 jours)
03	Etude du dossier (ajournement ou acceptation)	Agent du CF		
04	Validation (ajournement ou acceptation) ou rejet	CF		
05	Transmission au DAF du dossier d'engagement accepté	CF		

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
<b>III. L'ORDONNANCEMENT/LE MANDATEMENT</b>				
<b>Ordonnancement ou mandatement des dépenses</b>				

**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Points de stationnement		Acteurs		Délais de référence		Délais observés	
<b>Points de stationnement</b>		<b>II.</b>		<b>LA LIQUIDATION</b>		<b>Délais de référence</b>	
01	Reception du dossier de liquidation validé		DAF		1 jour	0% observés	0% observés
<b>PHASE COMPTABLE</b>							
<b>Prise en charge comptable</b>							
02	Vérification et prise en charge du mandat de paiement et des autres états l'accompagnant	DAF	PG/DAF		1 jour	7,5% (36 dossiers sur les 478 ont été pris en charge dans un délai ≤ 4 jours)	n'a été traité dans un délai ≤ 4 jours
03	Validation et signature de paiement à la signature de l'ordonnateur	DAF	PG/DAF		4 jours	99,8% (477) ont été traités dans	0% observés
<b>Actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses</b>							
<b>Mise en règlement</b>							
01	Validation et programmation de la livraison conformément aux délais de la lettre de mandat de paiement	DAF	PCT	délégué	la réception du dossier d'engagement validé par le CF	75% (237 dossiers sur les 316 ont reçu des ordres de virement ou de paiement et ont été traités dans un délai ≤ 5 jours)	N/A
02	Emission des OV/OP et mise en règlement		PCT		5 jours		
04	Reception du dossier physique de la commission de réception	DAF		Chef de division des ordres de recettes/DNB	1 jour après la livraison/prestation		N/A
03	Reception conforme de la prestation ou des fournitures	Commission de réception en présence du DAF		Chef de division des ordres de recettes/DNB	2 jours à compter de la date de la réception conforme		N/A
04	Transmission des OV/OP à la Commission de réception		PCT				N/A
06	Prise en compte et les ordres de	Commission de réception		Chef de division des ordres de	2 jours		
<b>Paiement</b>							
01	Reception et transmission physique à l'ordonnateur pour certification du service fait	DAF	BCRG/DAF		1 jour à compter de la date de réception du PV de réception conforme	92% (288 dossiers sur les 312 pour lesquels les OV/OP ont été émis, été payés).	N/A
05	Paiement par la BCRG des OV/OP	Ordonnateur/délégué		BCRG	2 jours à compter de la date de transmission du dossier		
<b>Actes posés par l'ordonnateur/DAF dans le circuit informatisé de la chaîne des dépenses</b>							

09	Création du dossier de liquidation, saisie des pièces de liquidation et transmission du dossier au CF	DAF	5 jours	<b>28%</b> (171 dossiers sur 610 % ≤ à 5 jours)
10	Saisie des pièces de liquidation	DAF		
11	Transmission du dossier de liquidation au CF	DAF		
<b>Contrôle de la liquidation</b>				
01	Réception du dossier de liquidation	Agent du CF	4 jours	<b>4,3%</b> (25 dossiers Sur 46 ≤ à 4 jours)
02	Etude du dossier de liquidation	Agent du CF		
03	Validation ou rejet du dossier de liquidation	CF		
04	Transmission dossier de liquidation validé au DAF	CF		
05	Réception par le DAF du dossier de liquidation validé transmis par le CF	DAF	1 jour	<b>0%</b> (aucun dossier sur les 25 n'a été traité dans un délai < à 1 jour)

## II. COMMENTAIRES PORTANT SUR LES RESULTATS DE L'ANALYSE

### A. PHASE ADMINISTRATIVE

La phase administrative de la dépense est composée de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement ou du mandatement.

En avril 2024, 642 projets d'engagement ont été initiés contre 400 au mois de mars 2024. Le nombre d'engagement validé par les Contrôleurs Financiers fait 499 dossiers, dont 132 respectant le délai de traitement de 4 jours, soit 26,5% des dossiers reçu par les Contrôleurs Financiers. Ainsi 367 des projets d'engagement reçus sont restés

encours de traitement dans le circuit de la dépense après le délai imparti. Les projets de liquidation se sont chiffrés sur la période à 610 dossiers, pour 46 validations, soit 7,54% des projets de liquidation transmis.

En ce qui concerne les ordonnancements, 477 dossiers ont été transmis par les DAF, parmi ceux-ci, 476 ont été traités dans le délai, soit 99,8%.

---

## **1. ENGAGEMENT**

L'étape engagement est subdivisée en quatre (4) parties, qui sont :

- l'initiation de l'engagement ;
- la transmission au Contrôleur Financier ;
- la réception par le Contrôleur Financier ;
- la validation du projet d'engagement par le Contrôleur Financier.

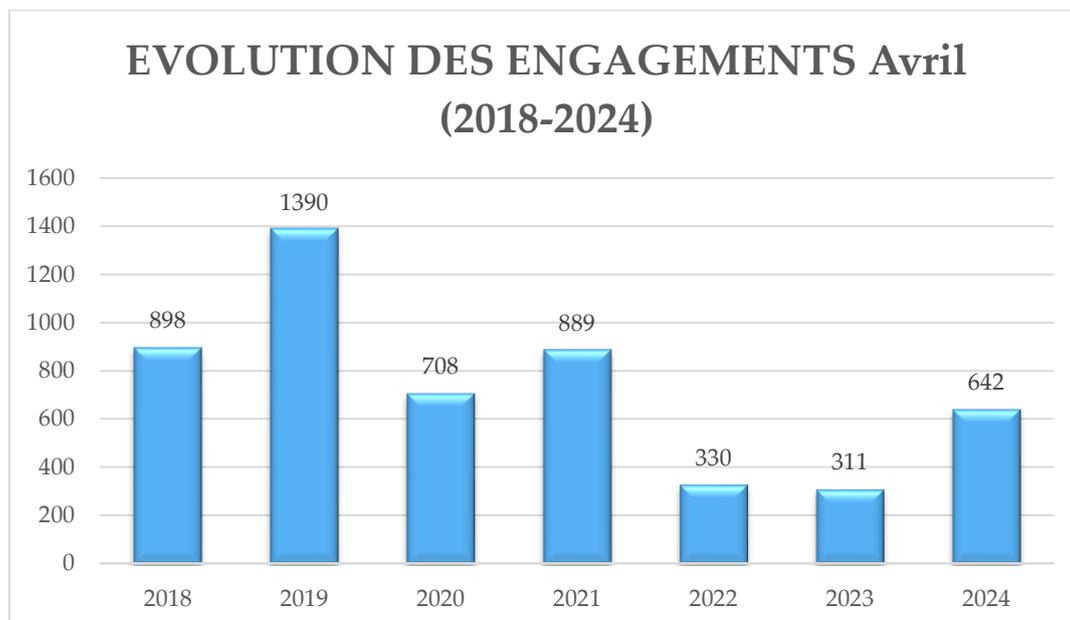
Le délai requis pour l'initiation de l'engagement et la transmission à la Direction Nationale du Contrôle Financier est de cinq (5) jours ouvrés, ainsi, pour le mois d'avril 2024, 642 projets d'engagement ayant été initiés sur la chaîne des dépenses, contre 400 au mois de mars, soit 242 dossiers de plus pour la période. Ainsi 542 ont été engagés dans les délais requis, soit 84,4%, contre 269 dossiers faisant 67,3% des engagements en mars. Ainsi, pour les 100 projets d'engagement restant, et qui n'ont pas respecté le délai, ils ont été traités entre 6 et 30 jours, à compter de l'initiation de la procédure d'engagement.

Ainsi, les projets d'engagement non transmis aux Contrôleurs Financiers dans les délais au mois d'avril 2024 sont au nombre de 153, le ministère n'ayant pas respecté ce délai est le Ministère de la Défense Nationale pour 2 dossiers contre 39 engagements.

Pour l'étape engagement, le nombre de dossiers traité et validé fait 499 dossiers engagés au compte du mois de janvier.

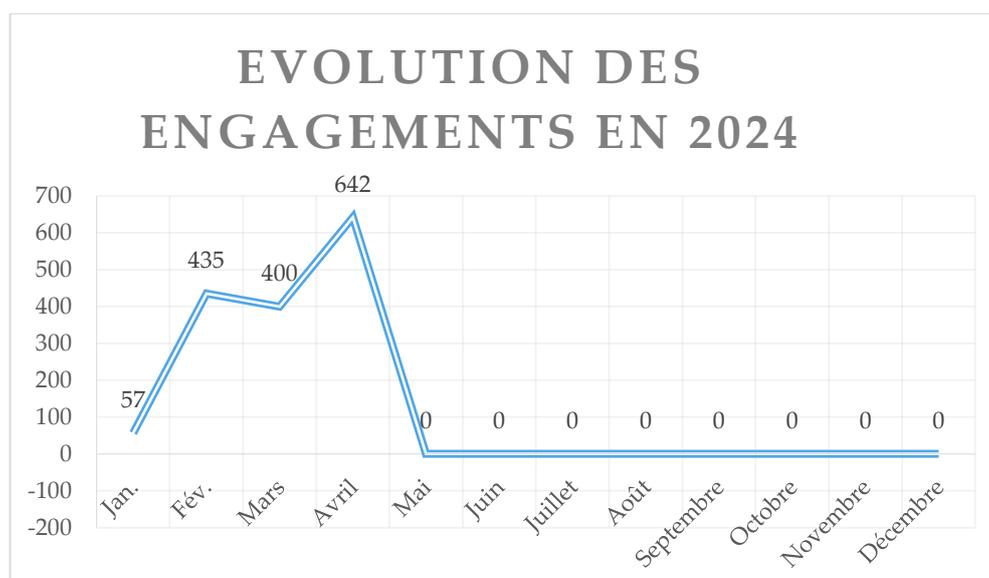
Ci-dessous le graphique sur l'historique des niveaux d'engagement aux mois d'avril des sept (7) dernières années depuis 2018, suivi de celui de l'évolution des engagements au courant de l'année 2024.

**Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Avril 2018-2024)**



**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

**Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2024**



**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

## **2. LIQUIDATION**

Quant à la liquidation, la deuxième étape de la phase administrative, elle comprend :

- La création du projet de liquidation ;
- La transmission du projet de liquidation au Contrôle Financier ;

- La réception du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La validation ou le rejet du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La transmission de la liquidation au DAF.

Conformément à l'arrêté régissant les délais, les différentes sous étapes de la liquidation doivent être réalisées dans un premier délai de cinq (5) jours au maximum pour la création et la transmission et quatre (4) jours pour la validation.

Ainsi, pour ce mois d'avril 2024, pour 610 projets de liquidation initiés par les pools financiers des ministères et institutions, seulement 46 ont été traités entre 1 et 30 jours.

Au compte du mois d'avril 2024, 610 dossiers de liquidation ont été réceptionnés par les CF, seulement 171 ont été créés et transmis dans les délais par les DAF, représentant 28% des projets de liquidations initiés.

A noter que les actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses ne sont pas récapitulés car les acteurs n'interviennent pas tous sur la chaîne informatisée des dépenses.

---

### **3. ORDONNANCEMENT/MANDEMENT**

Au mois d'avril 2024, les DAF des différents ministères et institutions ont reçu 478 dossiers liquidés par les CF, sur ces dossiers transmis pour ordonnancement ou mandatement, 476 ont été traités en moins de 5 jours, c'est-à-dire dans le délai, soit 99,8% pour la période.

## **B. PHASE COMPTABLE**

La phase comptable de l'exécution de la dépense publique est composée de la prise en charge de la dépense, de l'émission des ordres de virement ou de paiement et du paiement de la dépense par le Comptable Public.

---

### **1. PRISE EN CHARGE COMPTABLE DE LA DEPENSE :**

Le nombre de jour fixé pour la prise en charge d'une dépense par le comptable public est de 4 jours ouvrés à partir de la réception du mandat. Ainsi 478 dossiers ont été pris en charge dont 36 dans les délais requis, soit 7,53% des dossiers reçus au compte du mois d'avril 2024.

## 2. EMISSION DES ORDRES DE VIREMENT (OV) OU DE PAIEMENT (OP) :

L'émission des OV/OP est prévue pour 5 jours, ainsi, en avril, les Comptables Publics ont reçu 316 mandats de paiements, dont 237 ont bénéficié d'émission des OV/OP en 2 jours et les 79 dernier entre 6 et 19 jours, ce qui fait 316 émissions en avril.

## 3. PAIEMENT

Concernant les paiements à la BCRG, ils ne sont pas encadrés par l'instruction conjointe fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire sur les délais (vu que ces traitements sont effectués hors chaîne des dépenses). Toutefois, une programmation en amont de la chaîne des dépenses (plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie) permettra de réguler les instances et de limiter l'accumulation des restes à payer.

Cependant, il ressort que, des 316 dossiers qui ont bénéficié d'un OV ou OP, 312 ont été payés au mois d'avril 2024.

Ci-dessous le tableau 2, qui présente la synthèse issue de la chaîne des dépenses et le tableau 3, récapitulatif de la situation des dossiers engagés par Ministère et Institution :

**Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.**

<b>MINISTERE DU BUDGET</b> Direction Nationale des Systèmes Informatiques		<b>Délais de traitement des dossiers dans les différents          points de stationnement en          Avril 2024</b>								<b>REPUBLIQUE DE GUINEE</b> Travail - Justice - Solidarité Mercredi, 15 Mai 2024		
PHASE INTERVALLE	ENGAGEMENT			ORDONNANCEMENT/ MANDATEMENT						PAIEMENT		
	Décision d'engagement t DAF (5jours)	Reception DAF->CF	Contrôle et Validation CF (4jours)	Création et transmission liquidation DAF (5jours)	Reception DAF-> CF	Validation de la liquidation CF	Reception CF->DAF	Ordonnancement ou mandatement DAF (5jours)	Reception DAF->PGT	Prise en charge PGT (4jours)	Emission des OV/OP PGT (5jours)	Paiement des OV/OP BCRG
1-2	465	406	132	106	17	24	477	471	24	28	237	218
3-4	7	27			1	1		5		8		
5	70	12	29	65	5				40	38		8
6-8	83	31	60	154		1			63	288	75	6
9-19	16	12	33	35	4	20		1	69	94	4	56
20-30	1	1	245	250	1				282	22		24
<b>TOTAL</b>	<b>642</b>	<b>489</b>	<b>499</b>	<b>610</b>	<b>28</b>	<b>46</b>	<b>477</b>	<b>477</b>	<b>478</b>	<b>478</b>	<b>316</b>	<b>312</b>

**Source :** DNSI/Chaîne des dépenses

**Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.**

Ministère /Institution	Avril	Janvier - Avril
Présidence de la République	37	64
Primature	4	16

Ministère de la Défense Nationale	30	87
MATD	1	45
M Sécurité Protection Civile	3	6
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	27	50
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	49	164
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	20	46
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	10	115
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	27	42
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	9	32
Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime	0	31
Ministère des Mines et de la Géologie	5	23
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	8	26
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	11	41
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	8	36
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	1	21
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	35	51
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	10	33
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	8	15
Ministère de l'Information et de la Communication	1	18
Ministère de la Jeunesse et des Sports	24	41

Conseil National de la Transition	1	4
Cour Suprême	0	1
HAC	1	1
Secrétariat Général du Gouvernement	10	28
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	6	17
Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable	15	29
Ministère des Transports	0	4
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux	2	2
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	237	264
Administration et Contrôle des Grands Projets	0	0
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	12	61
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique	0	32
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	1	30
SGPCSS-LDCO	0	7
Ministère du Budget	21	26
Cour des Comptes	1	1
Dépenses Communes de l'État	7	24
<b>TOTAL</b>	<b>642</b>	<b>1 534</b>

**Source :** Chaîne des dépenses

**Une attention particulière devra être accordée aux dossiers non traités suivant les différentes étapes du circuit de la dépense.**

Une attention particulière doit être accordée à la célérité dans la transmission des dossiers physiques qui devrait suivre la transmission électronique, car le volume de dossiers non traités suivant les différentes étapes prend de l'ampleur dans le circuit de la dépense. Le respect de cette étape participe à l'amélioration de la collaboration entre les Chefs de Division des Affaires financières (DAF) et les

Contrôleurs Financiers d'une part et entre les Ordonnateurs et les Comptables Assignataires (Payeur Général du Trésor et Agent Comptable Central du Trésor) d'autre part.

En effet, il est constaté ce qui suit :

- Sur **642** décisions d'engagement signées par les ordonnateurs (y compris les dossiers relevant des Gouvernorats), **489** ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers ;
- Sur les **489** projets d'engagement reçus par les Contrôleurs Financiers, tous ont été validés pour la période ;
- Sur les **499** dossiers validés par les Contrôleurs Financiers, tous ont encore été transmis pour la liquidation ;
- Sur **610** projets de liquidation, seulement **28** dossiers ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers ;
- Sur les **28** dossiers réceptionnés par les Contrôleurs Financiers au compte du mois d'avril 2024, **46** ont été liquidés, et **477** dossiers ont été transmis aux DAF, étant donné qu'il n'y avait que **28** initialement déposés à cette étape ;
- Ainsi sur **610** projets de liquidation, **46** dossiers ont été validés par les Contrôleurs Financiers pour la période mais **477** ont été reçus par les DAF ;
- Après la validation des dossiers, les contrôleurs financiers ont déposé en retour **477** au lieu de **46** qui avaient été validés à l'étape précédente, comme l'indique la chaîne des dépenses ;
- Pour 477 dossiers déposés pour ordonnancement ou mandatement, 478 ont été déposés au Payeur Général du Trésor, tous ont fait l'objet de prise en charge par les Comptables Publics ;
- Sur 478 prises en charge comptable, 316 dossiers ont bénéficié d'émission d'Ordre de Virement (OV) ou d'Ordre de Paiement (OP) et 312 ont été payés ;
- En somme, sur les **642** projets d'engagement, **312 dossiers** ont été payés au titre du mois d'avril, contre **1 400** projets d'engagement et **218** paiements en mars 2024.

### III. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

Une attention particulière est portée sur la corrélation entre les engagements et les paiements en ce début du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'exercice 2024. Cette analyse révélera le comportement des paiements par rapport aux engagements tout au long de l'année.

La **figure N°3** ci-dessous présente l'évolution des paiements par rapport aux engagements, elle donne un aperçu réel représentant la courbe des paiements à côté des engagements au cours de l'année.

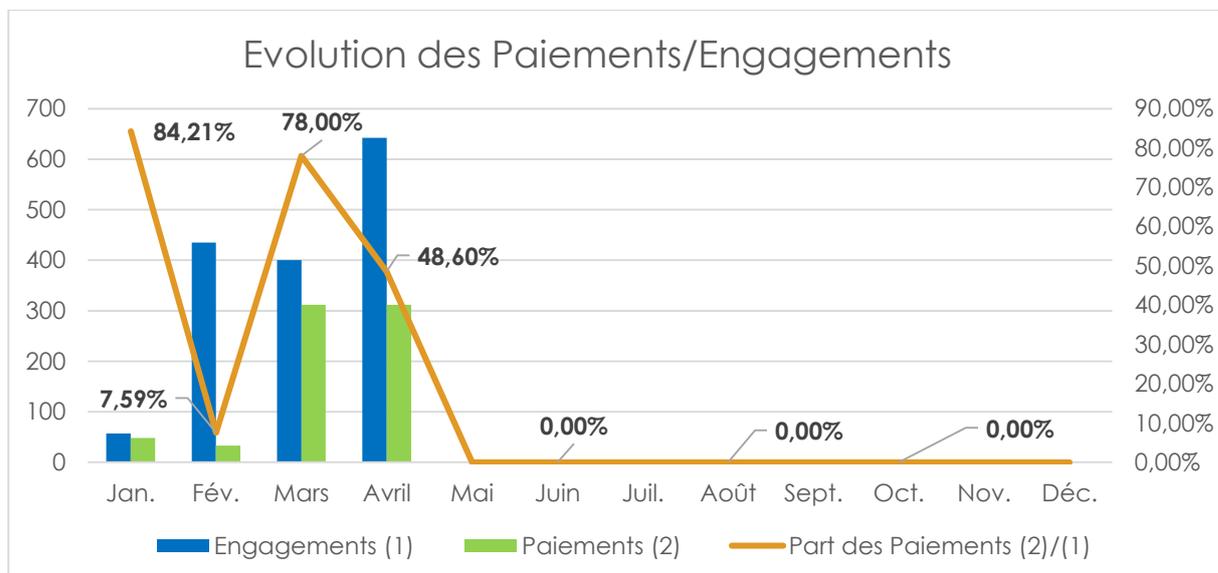
Ainsi, l'Etat a payé 48,60% de toutes les dépenses engagées en avril, en d'autres termes, il n'a pu honorer que moins de la moitié de ses engagements vis-à-vis de ses partenaires et fournisseurs, contrairement au mois de mars où les engagements payés ont atteint 78%.

Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements de janvier à avril 2024.

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Engagements (1)	57	435	400	642	0	0	0	0	0	0	0	0
Paiements (2)	48	33	312	312	0	0	0	0	0	0	0	0
Part des Paiements (2) / (1)	84,21%	7,59%	78,00%	48,60%	0	0	0	0	0	0	0	0

**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

**Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS**



**Source :** DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

## CONCLUSION

A l'issue des analyses, il a été observé globalement une nette contraction des paiements par rapport aux engagements, par contre il y a aussi eu accroissement du nombre de dossiers initiés et qui arrivent en maturité dans le circuit.

Fait à Conakry, le.....

**Ahmed Karifa DIAWARA**

### Pièces jointes :

- *Tableau de synthèse des délais (5 pages) ;*
- *Tableaux détaillés des délais par ministère et institutions (2 pages couvrant toutes les sections budgétaires) ;*
- *Tableau récapitulatif des engagements et paiements depuis janvier. (1 page).*
- *Trois (3) graphiques.*